La criminologie et ses objets paradoxaux : retour sur un débat plus actuel que jamais ?

Yves Cartuyvels*

À l'occasion du XXX^e anniversaire de *Déviance et Société*, l'auteur propose de revenir sur un débat épistémologique vigoureux ayant opposé plusieurs figures marquantes de la Revue sur le thème des objets de la criminologie il y a quinze ans. De ce débat, qui posait la question du caractère surmontable ou non de l'opposition entre le paradigme ontologisant du passage à l'acte et le paradigme nominaliste de la réaction sociale, l'article propose de souligner les enjeux contemporains à l'aide d'un détour dans le champ de la santé mentale : c'est dans ce domaine en effet que refait surface aujourd'hui la tentation d'une resubstantialisation de la déviance sur fond de repérage prédictif de troubles précoces de comportement, au prix d'un refoulement des principales avancées de la sociologie de la réaction sociale.

MOTS-CLES: CRIMINOLOGIE – PASSAGE A L'ACTE – REACTION SOCIALE -PSYCHOLOGIE COMPORTEMENTALE

Introduction¹

En 1993, A. P. Pires publiait dans *Déviance et Société* un article intitulé « La criminologie et ses objets paradoxaux : réflexions épistémologiques sur un nouveau paradigme » (Pires, 1993). Dans cet article, l'auteur relance le débat sur les objets de la criminologie en remettant en cause l'opposition classique et généralement présentée comme irréductible entre les deux grands paradigmes de la criminologie, la criminologie du *passage à l'acte* et la criminologie de la *réaction sociale*. Ce texte, par lequel l'auteur propose de dépasser l'opposition pour fonder une improbable troisième voie entre substantialisme et nominalisme, va susciter un débat animé avec trois autres membres de *Déviance et Société* : Ph. Robert, incarnation du mouvement de la réaction sociale, Lode Van Outrive, porteur d'un héritage croisant interactionnisme symbolique et néo-marxisme, et Christian Debuyst, largement associé au paradigme de *l'acteur social* (Collectif, 1990) et par ailleurs porteur d'un point de vue psychologique relativement isolé au sein d'une revue à dominante sociologique.

C'est ce débat que je voudrais reprendre ici, en le situant dans le cadre plus général des *problèmes de départ* auxquels se confronte la criminologie, car il me semble que ces problèmes sont très largement liés (Pires, 1995a) (I). Je voudrais ensuite revenir sur ce questionnement relatif aux *objets de la criminologie* (II) en le prolongeant à la lumière des évolutions contemporaines qui, via un intérêt pour le *trouble de comportement comme objet d'études*, me semble traduire le retour d'une forme d'ontologisation de la déviance (III). Comme à la fin du XIX^e siècle, c'est peut-être par la psychiatrie que refait surface aujourd'hui une lecture positiviste et réifiante du crime et du criminel pris comme objet d'études. Porté par une psychologie comportementale cherchant appui auprès des neurosciences, un

* Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles.

¹ Une première version de ce texte a été présentée dans le cadre des travaux du Réseau Interdisciplinarité et Société des Facultés universitaires Saint-Louis (Cartuyvels, 2004),.

paradigme médicalisant à finalité prédictive se déploie aujourd'hui dans le monde de la psychiatrie, au nom du bien-être individuel et à des fins thérapeutiques, mais aussi au nom d'un utilitarisme social qui prend les traits d'un idéal de *prévention de la délinquance* à partir de la *détection de troubles précoces de comportements posés* comme indicateurs d'une future délinquance.

Ce paradigme renoue à sa manière avec divers postulats de la criminologie du passage à l'acte et remet implicitement en cause certains acquis centraux du paradigme de la réaction sociale. Déplaçant à nouveau l'objet de la démarche scientifique de la réaction sociale à la déviance au comportement comme tel, il n'est pas axiologiquement neutre : il traduit le retour d'un néo-positivisme scientifique à prétention objectivante qui contribue à étendre les frontières de la criminologie eu égard à ses objets ; il réifie à nouveau des catégorisations dont certains se sont évertués, depuis 50 ans, à souligner le caractère de construction sociale ; il accroît la portée d'une lecture pénale individualisante de diverses situations-problèmes, dont les dimensions économiques, sociales, culturelles et normatives sont évacuées.

Les problèmes de départ de la criminologie, entre science et activité de connaissance, positivisme et interdisciplinarité

Dans un texte publié en 1995, intitulé *La criminologie d'hier et d'aujourd'hui*, A. P. Pires propose l'idée selon laquelle l'existence d'une science ou d'une discipline suppose un accord ou un consensus relatif dans la communauté scientifique concernée sur quatre points : la date de naissance de la discipline, son appellation, un statut de science autonome et les objets qu'elle se propose d'étudier. De ce quadruple point de vue, fait remarquer l'auteur, la criminologie pose problème : *on ne s'entend pas sur le statut de science autonome, le consensus sur ses objets a toujours été éphémère et partiel, la détermination de sa date de naissance fait l'objet de discussions interminables (...). En plus, le nom même de "criminologie", qui a été inventé dans le dernier quart du XIX^e siècle, n'a pas été la seule appellation, ni probablement la première, par laquelle on a désigné ce savoir* (Pires, 1995a, 16). Je voudrais reprendre ici, en guise de préliminaire contextuel, trois de ces quatre points, en laissant pour la section suivante la question des *objets* de la criminologie, centrale pour mon propos.

La naissance de la criminologie : l'école positiviste italienne sur fond de « savoirs diffus »

Le premier point évoqué par A. P. Pires ne pose guère de difficultés. Un accord assez général existe aujourd'hui dans la communauté scientifique pour faire remonter la naissance officielle de la criminologie à la fin du XIX^e siècle, avec l'apparition de l'École positive italienne (Lombroso, Garofalo, Ferri), premier mouvement à nourrir l'ambition de créer un savoir scientifique explicatif autour de la question criminelle (Debuyst, 1990 ; Robert, 1993). De même, il est peu contesté que l'École positive italienne, dont les idées vont rapidement se propager à l'étranger, donnant notamment naissance au *mouvement de la défense sociale* (Prins, 1910), ait pris appui sur divers précurseurs pour développer son discours criminologique sur le crime et le criminel. On pense d'abord aux représentants de la *pensée pénale classique* comme C. Beccaria ou J. Bentham, volontiers présentés comme les pères du droit pénal moderne et à leurs successeurs de la pensée néo-classique qui domine le XIX^e siècle (Tulkens, van de Kerchove, 2005, 6-23) et auxquels les criminologues positivistes vont régulièrement s'opposer. On cite également les analystes de la prison durant le premier tiers du XIX^e siècle et les fondateurs de la statistique morale et judiciaire, représentée notamment

par le belge A. Quetelet (Digneffe, 1995). Comme le souligne Debuyst, la criminologie officielle s'enracine clairement dans le fil d'une pensée pénale qui la précède, prenant appui sur divers savoirs plus ou moins organisés, qualifiés parfois de *savoirs diffus* ou de *savoirs pré-scientifiques* (Debuyst, 1995a). Sur ce plan, la criminologie ne se distingue sans doute pas fondamentalement d'autres sciences ou disciplines.

L'appellation : criminologie versus sociologie de la déviance

En ce qui concerne l'appellation de la discipline, le consensus est moins évident. La paternité du terme criminologie est généralement attribuée à Garofalo, lequel intitule son principal ouvrage *Criminologia* (Garofalo, 1885). À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le terme est concurrencé par d'autres appellations telles qu'*anthropologie criminelle* (terme popularisé au travers, notamment, de la revue *Archives d'anthropologie criminelle*), *biologie criminelle* ou *sociologie criminelle*, voire *science(s) criminelle(s)*. Après la Deuxième Guerre mondiale, la *sociologie de la déviance* prend ses quartiers en Europe et vient concurrencer la *criminologie* comme discipline, le conflit des appellations renvoyant aussi à une opposition assez nette entre deux approches paradigmatiques très différentes de la question pénale : là où la première privilégiait une perspective étiologique (*criminologie du passage à l'acte*), la seconde proposera un regard axé sur les processus de construction ou de définition sociale de la déviance (*sociologie de la réaction sociale*) (Robert, 1973). Plus récemment, à partir des années 1960, le terme de *victimologie* a encore émergé pour désigner une branche ou discipline connexe de la criminologie plus spécifiquement attachée à la question des victimes.

La querelle des dénominations n'est sans doute pas terminée, mais même si la *sociologie de la déviance* continue à exister comme appellation, à travers notamment une revue comme *Déviance et Société*, le terme de criminologie semble aujourd'hui gagner du terrain comme référent générique. D'une part, la reconnaissance institutionnelle de départements universitaires de criminologie dans divers pays accroît la légitimité de cette dénomination. D'autre part, le retour d'un intérêt pour le comportement comme objet de la démarche scientifique dans le champ de la déviance ferait plutôt le jeu de la criminologie que de la sociologie de la déviance comme discipline. Autrement dit, le terme criminologie me semble gagner du terrain, y compris en France, et ce n'est pas une bonne nouvelle. Il ne me semble pas en tous cas que l'on puisse soutenir aujourd'hui, comme le faisait Ph. Robert il y a quelques années, que le terme recule vu la méfiance qu'il suscite en raison de son association au paradigme comportemental des débuts de la criminologie (Robert, 1993, 129). En tous cas, la question de la dénomination n'est sans doute pas sans lien avec celle des objets de la criminologie.

La criminologie, entre science autonome et activité de connaissance

Le statut épistémologique de la criminologie comme discipline est un problème déjà beaucoup plus délicat. Dans son texte *La criminologie d'hier et d'aujourd'hui*, Pires souligne que trois représentations majeures de la criminologie comme science ont dominé le champ depuis la fin du XIX^e siècle (Pires, 1995a, 19-35). Ici encore, le privilège accordé à l'une ou l'autre représentation recoupe assez largement l'opposition entre partisans d'une *criminologie du passage à l'acte*, centrée sur l'étude des causes de la délinquance, d'une part, et partisans d'une *criminologie de la réaction sociale*, plus intéressés par les processus de criminalisation ou de construction sociale de la déviance, d'autre part.

La première représentation (et sans doute la plus ancienne) fait de la criminologie *une branche d'une autre science* ou discipline-mère, qu'il s'agisse de la biologie, de la psychologie ou de la sociologie. On sait ainsi que parmi les principaux représentants de l'École positive italienne, Lombroso représentait le versant biologique (Lombroso, 1876), Garofalo le versant psychologique et Ferri le versant sociologique (Ferri, 1881). C'est ainsi notamment dans la perspective ouverte par Lombroso qu'on a pu parler de *biologie criminelle* ou d'*anthropologie criminelle* et que s'est maintenue, depuis ce dernier et ses thèses sur le *criminel-né*, une tradition qui tend à biologiser ou à médicaliser le problème de la délinquance en se penchant sur *ses aspects génétiques, biotypiques, biochimiques, voire même bio-sociaux* (Gassin, 1988, 30)². C'est bien cette tradition, relativement marginalisée depuis la Deuxième Guerre mondiale, qui pourrait être revitalisée de l'extérieur aujourd'hui (cf. point III). De même, des auteurs comme Tarde et Lacassagne en France, Ferri en Italie représentent-ils un premier courant de *sociologie criminelle* qui réfléchit sur les facteurs sociaux jouant un rôle dans l'étiologie criminelle. Par ailleurs, et pratiquement à la même époque, les travaux du sociologue français É. Durkheim introduisent une tout autre manière de penser la question pénale comme fait social. Durkheim ouvre la voie à un courant de sociologie de la déviance qui, même s'il prendra ses distances avec le fonctionnalisme durkheimien, s'imposera dans le champ *criminologique* à partir des années 1960, en mettant l'accent sur les processus de *réaction sociale* à la déviance (Robert, 1973). La criminologie apparaît clairement, dans cette perspective, comme un champ d'application particulier de la sociologie ou comme un type de sociologie appliquée à la question pénale. Enfin, une "psychologie criminelle" d'orientation étiologique, flirtant parfois avec la psychanalyse, a eu ses heures de gloire, même si son influence reste relativement marginale aujourd'hui (Labadie, 1979)³. Dans cette perspective, la criminologie n'est donc pas perçue comme une science autonome, mais apparaît plutôt comme le domaine d'une autre science.

La deuxième représentation considère au contraire la criminologie comme une *science autonome* qui aurait la particularité d'être par essence *transdisciplinaire*, dans la mesure où elle prend appui sur divers discours disciplinaires pour construire un point de vue propre sur un objet spécifique. Dans cette perspective transdisciplinaire, l'autonomie de la criminologie se justifierait de deux manières : d'une part, la criminologie aurait *des théories, des concepts, des méthodes et un domaine propres*, tout en gardant des liens étroits avec le droit pénal et d'autres sciences telles que la biologie, la psychologie et la sociologie. D'autre part, la criminologie se poserait comme une *science-carrefour* ou une *science-synthèse* qui aurait la faculté d'intégrer les connaissances produites par d'autres disciplines de base, telles que la biologie, la psychologie et la sociologie (Pires, 1995a, 21). Cette conception serait en honneur chez les partisans du paradigme du passage à l'acte, lesquels envisageraient volontiers une *criminologie intégrative* ou *criminologie intégrée* œuvrant à l'*intégration des données biologiques, sociologiques et psycho-sociales dans une synthèse véritable*, ce qui permettrait de parler de la criminologie comme d'une *science véritable* (Pinatel, 1968). Selon Pires, cette deuxième orientation aurait été dominante en Europe continentale et au Québec, son développement se situant *quelque part entre la fin de la Première Guerre mondiale et la fin des années 1960* (Pires, 1995a, 21).

Enfin, la troisième représentation fait de la criminologie moins une science autonome qu'un *champ d'étude* ou *corpus de connaissances* portant sur un thème commun, *la question*

² Voyez aussi Karli, 1994 ; Pinatel, 1975. Il semble, par ailleurs, que dès 1889, le français Topinard ait proposé le terme "criminologie" plutôt que celui "d'anthropologie criminelle" pour éviter un voisinage trop proche avec les thèses biologiques de Lombroso (Robert, 1993, 126).

³ Voyez aussi Pinatel 1953 ; 1963.

criminelle. Cette perspective a elle aussi des racines lointaines, puisque dès 1924, D. Sutherland proposait dans son ouvrage *Criminology* l'idée selon laquelle *la criminologie est le corpus de connaissances concernant le crime comme problème social* (Sutherland, 1924, 11). Dix ans plus tard, le même auteur précisera que *la criminologie est le corpus de connaissances concernant le crime comme phénomène social. Il comprend dans sa portée les processus de production des lois, de transgression des lois et de réaction à l'égard des transgressions des lois* (Pires, 1995a, 22). Avec le temps, se popularise l'idée que *la science de la criminologie n'existe pas en soi* (De Greeff) ou que *le criminologue est un roi sans royaume* (Sellin) (Gassin, 1988, 35). L'éclectisme de la criminologie est encore mis en avant par Pires qui, en 1993, propose de considérer que la criminologie désigne *l'ensemble des recherches en sciences sociales dont l'objet porte sur ce qui se passe dans le champ pénal ou déborde ce champ mais a un rapport explicite de connaissance avec lui* (Pires, 1993, 129)⁴.

Cette troisième perspective, qui veut que ce soit surtout l'existence d'un domaine ou d'un terrain commun, la question criminelle, qui ferait la spécificité de la criminologie comme activité de connaissance, est sans doute celle qui "colle" le plus à la réalité de la pratique scientifique "criminologique". Depuis les années 1960, les recherches touchant, de près ou de plus loin, à la question pénale se multiplient en effet dans un champ étudié par les disciplines les plus diverses, sans qu'un principe fédérateur ou exclusif ne se laisse clairement appréhender. Comme le souligne encore Pires, cette troisième représentation permet en outre de caractériser la criminologie à l'aide de trois éléments qui permettent de souligner quelques enjeux de la discipline :

Premièrement, la criminologie apparaît comme un *champ d'études*, notion "ouverte" qui laisse place à la discussion sur les frontières de la criminologie, pour autant qu'existe un lien avec la question criminelle. De fait, cette question des frontières, qui renvoie au débat sur les *objets* appropriables ou non par la criminologie, est loin d'être réglée et fait débat au sein de la communauté scientifique. Le constat est ici empirique : la question de savoir ce qui entre ou non dans le champ d'études de la criminologie a varié selon les époques et les modes de pensée dominants. Cette question demeure par ailleurs sensible aujourd'hui, en raison du caractère axiologique de la question pénale ou, pour le dire autrement, du poids moral et normalisateur que porte le regard pénal, vite associé à un jugement en termes de bien et de mal, de normal ou de pathologique.

Deuxièmement, la criminologie apparaît comme une *activité de connaissance* plutôt que comme une science autonome. Cette posture modeste peut se justifier à un double point de vue au moins : d'abord, on y revient plus loin, par la reconnaissance (ou non) de l'inexistence d'un objet propre, critère généralement mis en avant pour jauger l'autonomie d'une science. Ici encore, l'opposition entre les deux principaux paradigmes en criminologie évoqués plus haut se manifeste. Pour les partisans d'une *criminologie étiologique*, la criminologie a bien un objet spécifique, qui est *l'action criminelle, qui englobe à la fois l'acte et son auteur* (Gassin, 1988, 36), alors que pour les partisans d'une *criminologie de la réaction sociale*, la criminologie partage ses objets et son domaine d'étude avec d'autres sciences (sociologie, psychologie, droit, histoire). Les théories qui s'élaborent dans son champ sont alors en même temps des théories sociologiques, psychologiques, etc. Ensuite, par la reconnaissance (ou non) de l'existence d'une méthode spécifique, autre critère d'autonomie scientifique. Ici encore, le conflit des paradigmes se manifeste : là où les premiers considèrent que la criminologie aurait une méthode propre, même si cette dernière *emprunte beaucoup aux sciences de l'homme* (Gassin, 1988, 36), les seconds, considérant que les écarts passent peut-être plus aujourd'hui entre les paradigmes d'analyse qu'entre les disciplines estiment qu'il n'y a guère de méthode

⁴ Pires, 1993, 129, note 2.

de recherche propre ou spécifiquement criminologique. Le criminologue-chercheur choisirait ici ou combinerait régulièrement un arsenal méthodologique emprunté au sociologue, au juriste, au psychologue ou à l'historien, selon ses perspectives de travail⁵.

Troisièmement, la criminologie définie comme activité de connaissance portant sur un champ d'études défini par la question criminelle peut se concevoir comme activité *interdisciplinaire*. Il est pratiquement impossible de la penser dans une perspective monodisciplinaire, dès lors que la question criminelle comme objet met en jeu des aspects pluriels (normatifs, sociaux, individuels) qui s'entrecroisent. Abandonner cet éclectisme méthodologique n'est par ailleurs pas neutre (voir *infra*, point III). Mais pourquoi parler d'interdisciplinarité (articulation de savoirs disciplinaires, avec "réorganisation partielle des champs théoriques en présence" autour d'une discipline majeure) plutôt que de multidisciplinarité (juxtaposition, à propos d'un objet d'étude censé commun, d'un ensemble de points de vue disciplinaires différents mais censés complémentaires) ou de transdisciplinarité ((production synthétique d'un nouvel objet et de nouvelles méthodes, à partir d'un abandon par les disciplines concernées de leur point de vue propre, au terme d'une intégration des disciplines) (Ost, van de Kerchove, 2002, 466-471)? *A priori*, la formation des criminologues, largement multidisciplinaire, leur donne des outils pour adopter une démarche "interdisciplinaire" entendue comme appropriation et croisement de différents langages et modes de raisonnement scientifiques, devant permettre le dialogue entre divers modes de connaissance et un pluralisme épistémologique pour se confronter à l'objet d'étude. Elle est à mon sens plus intéressante que la transdisciplinarité, dont la dimension intégrative est sans doute très illusoire, et que la multidisciplinarité dont la démarche consiste à juxtaposer divers discours dans l'espoir d'un regard *global et intégré* sur l'objet considéré. À l'incomplétude radicale de tout savoir que pose l'interdisciplinarité, répond au contraire un idéal de complétude dans la démarche multidisciplinaire.

La criminologie et ses objets : du criminel et des causes de la délinquance à la réaction sociale à la déviance

Si la criminologie se définit comme champ d'étude, encore faut-il se demander ce qui fait partie du champ d'étude ou quels sont ses objets. C'est le quatrième problème de départ évoqué par Pires et sur ce plan, les deux grands courants paradigmatiques de la criminologie s'affrontent de manière tranchée : d'un côté, la criminologie du *passage à l'acte*, centrée sur le criminel, à laquelle on reprochera de "substantialiser" le crime et de "réifier" le criminel comme être fondamentalement "différent" de l'autre, une criminologie de la *réaction sociale* ou de la *définition sociale*, intéressée par les processus de criminalisation primaire et secondaire, que l'on critiquera pour son caractère constructiviste, voire nominaliste, et à laquelle on reprochera d'oublier le réel du crime et le criminel pour s'enfermer dans une lecture critique des institutions sociales et pénales. Une présentation succincte des principaux points d'appui de ces deux paradigmes devrait permettre de mieux comprendre les reproches croisés que s'adressent tenants de l'approche étiologique et partisans de la réaction sociale, tout comme les enjeux du débat sur les *objets paradoxaux* de la criminologie que relançait A.P. Pires dans *Déviance et Société* il y a 15 ans.

La criminologie étiologique ou la quête "du" criminel et des causes du passage à l'acte

Le premier paradigme constitutif de la criminologie oriente la discipline à la fin du XIX^e siècle vers l'étude du criminel, la recherche des causes de son crime et celle des remèdes à lui apporter. Quelles sont les causes de la criminalité (individuelles ou sociales, innées ou

⁵ Sur cette question, voyez Houchon, 1963 ; 1975.

ataviques) ? Pourquoi devient-on criminel, quelle différence existe-t-il entre le criminel et les individus non-délinquants ou *normaux* ? Comment préserver la société contre des individus perçus comme dangereux et doués d'une personnalité pathologique ? Voilà autant de questions qui s'imposent à une époque où l'existence d'une *nature criminelle* commune à tous les vrais délinquants, quel que soit leur crime, apparaît comme une évidence. Le criminel existe en soi, le crime n'étant jamais que la manifestation d'une *personnalité criminelle* préexistante. La question est alors de savoir où se trouve le siège de cette différence qui s'exprime par le crime, voire qui prédestine certains individus au crime.

On comprend que cette criminologie ait flirté un temps avec l'appellation *d'anthropologie criminelle* : qu'on ait cherché à identifier un trait physique particulier avec Lombroso, un manque de sens moral ou "anomalie morale" avec Garofalo, quitte à admettre que *le substratum de cette anomalie morale nous est inconnu* (Garofalo, 1905, XII), ou qu'on s'intéresse à l'influence du *milieu* sur le façonnement du comportement criminel (Tarde, 1890), on tourne toujours autour du même point, la conviction que le crime fait signe vers une différence particulière, qu'il existe une *ontologie propre* au criminel. C'est l'existence de cet *être criminel* qui fait de la criminologie *une science du comportement humain dont une forme est nommée par nous crime...*, dira Th. Sellin (1938, 15). C'est encore cette perspective "essentialiste" ou "réifiante" qui orientera les réponses pénales, pensées essentiellement en termes d'éloignement, d'exclusion, voire d'élimination d'individus dotées d'une *essence* particulière.

Sans doute comprend-on mieux cette orientation de la criminologie si on la resitue dans le contexte scientifique de l'époque. En sciences humaines, l'influence des théories évolutionnistes de Darwin est générale et les thèmes de la dégénérescence ou des *ratés* de la sélection naturelle sont largement répandus. Par ailleurs, la propagation des modèles médical ou épidémiologique et de leur vocabulaire (contamination, éradication de la maladie) dans le traitement des problèmes sociaux, conjuguée au constat d'échec du système pénal face aux délinquants récidivistes, explique cette vision qui fait du criminel un être radicalement *autre*, qu'il s'agit de mettre à l'écart du reste du corps social (Garland, 1985). Toujours est-il, qu'à l'époque, on considère clairement que *le criminel existe* et qu'il s'agit d'en débusquer les caractères ou traits communs. Comme le souligne Ph. Robert, derrière *cette fascination pour le criminel*, se dessine une *lecture homogénéisante du crime* et la croyance que, quel que soit l'acte commis (meurtre, vol, etc.), les différents comportements renvoient à *un type spécifique et homogène de comportement pourvu de déterminants spécifiques* (Robert, 1990, 111), comme si derrière la diversité des comportements criminels recensés dans une société, se lisait un socle commun renvoyant à une *nature du criminel*.

La criminologie de la réaction sociale ou le crime comme construction sociale

Le paradigme étiologique dominera les débuts de la criminologie. Un de ses failles principales est cependant très rapidement mise en lumière. Dès 1892, un certain Manouvrier soutient, dans un texte critique adressé à Lombroso dont il met en cause les thèses *anatomiques*, que le crime n'est pas une catégorie spécifique et homogène de comportement. C'est d'abord, dit-il, une construction socio-juridique, liée à la loi qui définit les comportements criminels et ceux qui ne le sont pas et à la mise en œuvre de la loi pénale (Manouvrier, 1892). Manouvrier met évidemment le doigt sur un point fondamental : comment penser une substance du crime, une ontologie du criminel si ces dernières qualités sont d'abord liées à la commission d'un acte désigné par la loi, au terme d'un processus de définition fluctuant qui varie selon les lieux et les époques ? Si l'objection (le crime est d'abord une construction socio-légale) n'est pas

retenue à une époque où l'on a d'yeux que pour la *personnalité criminelle*, elle jette les bases d'une deuxième approche paradigmatique du crime comme objet "normatif/juridique" qui connaîtra un succès important par la suite.

Autour du siècle, les travaux du sociologue É. Durkheim enfoncent avec plus de succès un coin sérieux dans les approches substantialisantes de la criminologie étiologique. Dialoguant avec les théories de l'École positive italienne, Durkheim part d'un constat empirique très simple mais qui renverse complètement la perspective sur le crime et le criminel : si l'on scrute les systèmes pénaux dans l'espace et dans le temps, l'homogénéité du crime n'existe pas. Mis à part un petit nombre d'entre eux, et encore, les comportements considérés comme crimes varient selon les époques et les sociétés (Durkheim, 1973). Accepter cette idée, facilement vérifiable empiriquement, qu'un même acte ou comportement est tantôt criminel tantôt *normal*, ici considéré comme crime et perçu là-bas comme licite, relativise ou *désusubstantialise* sérieusement la notion de crime. De même, cela rend peu crédible la croyance étiologique en une personnalité criminelle : *comment prétendre se trouver en face d'un type spécifique de comportement humain alors que la liste des actes incriminés est arrêtée par le droit pénal qui, de surcroît, la modifie constamment dans le temps et dans l'espace* (Robert, 1995, 269) ? Des exemples permettent de facilement comprendre ceci : comment expliquer que le vagabond, doté d'une *personnalité criminelle* du temps où le vagabondage était considéré comme un crime (soit, érigé en infraction par le code pénal), perde tout à coup cette qualité lors de la décriminalisation du vagabondage ? Peut-on attribuer une personnalité criminelle ontologique à un usager de drogues, alors que dans le pays voisin où l'usage à des fins personnelles est dépénalisé, le même usager sera considéré comme *un citoyen comme un autre* ? À quel « trouble de la personnalité » renvoie la commission d'un délit culturel par lequel est incriminé un comportement lié à une culture différente de la culture dominante (port du voile dans l'espace public par exemple) ou la commission d'un délit qui est décriminalisé pour certains justement en fonction de leur appartenance culturelle (Bernardi, 2007) ? Quiconque se penche un tant soit peu sérieusement sur le droit pénal et ses évolutions dans le temps et dans l'espace, ne peut que constater les impasses logiques auxquelles mène le paradigme comportemental ou étiologique. Et à cette aporie manifeste répond en miroir le rôle de la loi ou du droit dans le découpage du licite et de l'illicite pénal, dans la construction d'un acte, d'un comportement ou d'un état comme crime et la désignation de son auteur comme criminel.

C'est cette voie du crime comme "construction sociale", perspective où émerge le rôle de la loi pénale dans la création du crime, qu'ouvre Durkheim. Qu'ont en définitive les crimes en commun, se demande ce dernier sinon d'être érigés en crimes dès lors qu'ils offensent *les états forts et définis de la conscience collective* ? (Durkheim, 1973, 43). La proposition de Durkheim renvoie à l'existence dans toute société d'une "conscience collective" unifiée dont le droit pénal serait en quelque sorte le gardien et elle est bien sûr discutable⁶. Il n'empêche que le changement de méthode proposé dans l'étude du crime est considérable, puisque ce n'est plus dans la nature particulière de l'acte qu'il faut chercher la spécificité du crime, ni dans une personnalité particulière qu'il faut chercher le criminel. Dans les années 1960, un nouveau paradigme constructiviste enfonce la porte entrouverte par Durkheim. Portés par plusieurs courants, dont l'interactionnisme symbolique⁷, le néo-marxisme⁸, l'ethnométhodologie ou

⁶ Durkheim lui-même reviendra sur cette hypothèse dans ses œuvres plus tardives, soulignant toutefois que cela ne changeait rien à sa théorie du crime.

⁷ Voyez Becker, 1963, 9.

⁸ Voyez Van Outrive, 1977.

encore les théories du conflit social⁹, le *paradigme de la réaction sociale* opère une inversion radicale dans la manière de concevoir l'objet et le domaine de recherche (Robert, 1973). Ce paradigme, aussi appelé *paradigme de la définition sociale* (Pires, Digneffe, 1992), prend l'exact contre-pied de l'essentialisme étiologique, en considérant que *le crime n'existe pas* (et par conséquent qu'il n'y a pas d'ontologie du criminel). La formule doit être bien comprise : elle ne signifie pas qu'il n'existe aucun crime dans une société donnée, ni qu'une société n'aurait pas le droit d'ériger certains actes en crime. Elle signifie encore moins une négation de l'existence de comportements problématiques dans une société. Elle tend seulement à souligner qu'un acte ou un comportement, jugé problématique sur le plan social, n'existe en tant que crime que si une pratique sociale l'objective comme tel et qu'il se retrouve *incriminé*, soit défini comme crime par la loi pénale. Là où le paradigme étiologique considèrerait que le criminel préexistait au crime, on pose ici que c'est la loi qui précède le crime : *le crime, comme toute déviance... n'est qu'un concept dérivé renvoyant à l'étude de la norme... la loi pénale crée l'infraction (pas le comportement bien entendu, mais son existence en tant que crime) par son institution même* (Robert, 1984, 107). Ou encore : *pas de crime sans incrimination préalable, pas de crime sans une "réaction sociale" préalable à un acte débouchant sur sa définition comme crime... la règle pénale est... constitutive du crime : sans référence à elle, il est aussi impossible de parler de crime qu'il l'est de parler de football sans référence aux règles de ce jeu* (Robert, 1995, 269). Le crime, ce n'est donc pas un fait brut mais bien *le rapport entre un acte et une manière de définir celui-ci* (Pires, 1995a, 65). De manière logique, la perception du criminel bouge également et se fait, elle aussi, constructiviste : d'individu pathologique, doté d'une personnalité particulière, le criminel ou "déviant" devient le produit d'un processus de *labeling* ou d'*étiquetage*. Le déviant, c'est celui qui commet un acte défini comme crime et qui, au terme de son parcours dans le système pénal, sera nommé et étiqueté comme tel (Becker, 1963).

Les conséquences de cette position constructiviste ou *nominaliste* ne seront pas sans importance pour le questionnement criminologique et ses objets. L'intérêt de la recherche se déplace du comportement criminel et des causes du passage à l'acte vers la réaction sociale à la déviance, sous la double forme des processus de criminalisation primaire (*Law in the books*) et secondaire (*Law in the facts*). Tels sont désormais les objets d'une criminologie/sociologie de la déviance, marquée par le souci d'éclairer de manière critique les processus de création et d'application des normes pénales et leurs effets. Le déplacement d'objet entraîne alors un changement des questions qui mettent régulièrement l'accent sur *le rôle des acteurs à l'œuvre sur la scène pénale*¹⁰. Au stade de la criminalisation primaire, on s'interroge sur les jeux d'acteurs et rapports de pouvoir présents derrière la construction (ou la déconstruction) des lois pénales et sur les conflits de valeurs et d'intérêts qui se cachent derrière une loi pénale auparavant présentée comme axiologiquement neutre. Au stade de la criminalisation secondaire, on s'interroge sur l'application différentielle des normes pénales, sur les ressorts mobilisateurs de l'action des agents du système (police, parquet, juges de fond, administration pénitentiaire), sur les interactions entre justiciables et agents du système pénal, etc. Par contre, les *comportements criminels (ou criminalisés)* ou le passage à l'acte sortent de l'orbite du nouveau paradigme. La question de la transgression de la loi pénale ou l'étude des comportements déviants ne fait plus partie, ou de manière marginale, du ressort de la criminologie dominante. Le souci de rompre avec le paradigme du passage à l'acte et ses dérives substantialisantes ou essentialistes sur le crime et le criminel explique sans doute cela. Comme le souligne Ch. Debuyst, *on peut imaginer la peur de ce qu'une reprise en compte*

⁹ Par exemple, Quinney, 1970.

¹⁰ Voyez notamment Collectif, 1990.

priviliégée de l'individu n'occulte ou ne reprenne le pas sur une interprétation politique ou socio-politique (Debuyst, 1995b, 262).

Ce refus de prendre en compte la question du passage à l'acte pose évidemment question. Quelle place réserver en criminologie à une approche clinique, fût-elle d'inspiration interactionniste, par définition plus centrée sur l'individu ? Peut-on faire une croix sur l'étude de la transgression de la loi pénale ou des comportements-problèmes appréhendés par le pénal ? Faut-il laisser cela à d'autres disciplines ? Plus largement, les deux paradigmes, étiologique et réaction sociale, sont-ils inconciliables ou peut-on surmonter le processus d'excommunication croisée qu'ils se lancent ? Excommunication, le terme n'est sans doute pas trop fort : là où les partisans de la réaction sociale évitent la question de la transgression par peur d'être piégés ou *récupérés* par l'approche étiologique, les partisans du paradigme étiologique considèrent que la criminologie de la réaction sociale n'est pas de la criminologie, au motif qu'elle n'étudie pas le bon objet (Pinatel, 1980)... Bref, un entre-deux est-il possible ? C'est la question, que relance Pires en 1993, en quête d'une "troisième voie" entre les deux paradigmes, dans une tentative qui rappelle la proposition de Sutherland donnant, dès 1934, pour mandat à la criminologie d'étudier les trois dimensions de la production des lois, de la transgression des lois et de la réaction à la transgression.

Le débat sur les "objets paradoxaux" de la criminologie : peut-on concilier les deux paradigmes ?

Dans son article de 1993, Pires soutient que les deux paradigmes en conflit sont moins homogènes et antinomiques qu'il n'y paraît. Des tentatives de dépassement ont déjà eu lieu du côté des sociologues de la déviance avec la nouvelle criminologie (Taylor, Walton, Young, 1973) ou avec le *left realism* en Grande-Bretagne (Lea, Young, 1984)¹¹. De même, une approche clinique liée au courant de la réaction sociale, représentée notamment par Ch. Debuyst (1983 ; 1989 ; 1990), tout comme des représentants du travail social, se sont également préoccupés du problème. Pires soutient encore que certains parmi les représentants les plus *purs* de l'approche interactionniste ou constructiviste ont tourné autour de cette question, sans véritablement la résoudre. Ainsi, L. Van Ostrive aurait d'abord exclu l'étude des comportements, puis soutenu la possibilité, voire l'utilité d'en rendre compte, mais pas comme objet de la criminologie (Van Ostrive, 1973 ; 1986). Ph. Robert aurait lui aussi reconnu la légitimité et l'importance d'étudier la genèse de certains actes (*prédations, violences ou toute sorte de comportement*) mais pas comme crimes (Robert, 1990, 115). Bref, conclut Pires, ce *dilemme paradigmatique* concerne l'ensemble du champ criminologique et un certain nombre de chercheurs, rangés comme lui-même du côté de la réaction sociale, éprouvent un malaise à éluder complètement la question du *comportement problématique*. Pour dépasser ce dilemme, l'auteur propose d'adopter un *paradigme des interrelations sociales* permettant de conjuguer l'étude des situations-problèmes et celle de la réaction sociale, de privilégier *une option épistémologique visant à représenter l'objet de la criminologie comme un objet paradoxal, c'est-à-dire susceptible d'être saisi en tant que situation-problème et en tant que façon de définir les situations* (Pires, 1993, 155).

On n'entrera pas ici dans le détail des développements de l'auteur pour se centrer sur les réactions qu'il va susciter. Du côté de la criminologie du passage à l'acte, on va crier à la tentative de *récupération*. La tentative de Pires est un échec, estime ainsi R. Gassin, *pour avoir voulu en réalité consolider le triomphe effectif de la première (la criminologie dite de la*

¹¹ Pour une critique, voir Hulsman, 1986.

réaction sociale) en faisant semblant de reconnaître l'apparence de l'existence de la seconde (la criminologie du passage à l'acte) (Gassin, 1994, 54). Du côté des cliniciens associés au paradigme de la réaction sociale, Pires reçoit le soutien de Ch. Debuyst qui juge sa démarche assez proche de la sienne et considère que, comme clinicien, il est difficile de ne pas inclure dans le champ d'étude *la manière dont le sujet vit et appréhende la loi* (Debuyst, 1995b, 265). Toutefois, Debuyst semble considérer que, dans un cadre surdéterminé par le discours autoritaire du pénal, aucun dépassement des antagonismes entre criminologie du passage à l'acte et criminologie de la réaction sociale ne soit possible. S'appuyant sur les positions de Claude Faugeron, il se demande s'il ne serait pas plus opportun que chaque paradigme réorganise ses objets de recherche avec d'autres disciplines partageant les mêmes postulats de départ plutôt que de chercher à concilier l'inconciliable à l'intérieur même de la discipline... Ainsi, en matière d'usage de drogues, ceux qui *s'en occupent au niveau des traitements et des pratiques auraient avantage à construire leur objet en faisant accord avec des disciplines telles que la psychanalyse ou la psychologie, ou encore, d'une toute autre manière avec l'économie, quitte à ce que des comportements de ce genre sortent de la criminologie* (Debuyst, 1995b, 265). Le corollaire du raisonnement est donc de considérer que certains comportements doivent sortir du système pénal pour se raccrocher à un autre système (médical, administratif...) qui présenterait une plus grande pertinence eu égard aux problèmes et aux questions qu'ils posent.

Du côté des sociologues de la réaction sociale, la critique est plus vigoureuse. Ph. Robert ironise sur un nouveau paradigme qui intégrerait les deux premiers, proposant une image du crime comme *objet 'bifrons', comportement (ou situation d'un côté), construction juridique de l'autre*. Or, souligne Robert, si Pires parvient à montrer la typicité normative du crime, ce qui légitime l'existence du paradigme constructiviste, il échoue complètement à montrer la typicité comportementale du crime, ce qui disqualifie le paradigme étiologique et *entraîne du même coup l'effondrement de sa construction paradigmatique à deux faces* (Robert, 1995, 269). Quelle typicité peut-on en effet donner au crime ou plutôt à ce comportement *réel* qui sera donné à lire comme crime ? Pires parle de *comportement problématique, de situations-problèmes, de négativité sociale, d'anti-social actions* ou de *transgressions*. Mais, souligne Robert, il s'agit là de catégories morales ou normatives, éventuellement (mais pas toujours) saisies par le droit pénal, et non pas de catégories comportementales ou étiologiques. Pour Robert, Pires tourne en rond et c'est normal, si l'on se souvient que la construction du crime comme catégorie normative/juridique s'est adossée au constat d'échec de toute typification comportementale. Et l'auteur de conclure au côté mutuellement exclusif des deux paradigmes (Robert, 1995, 271-272).

L. Van Ostrive est plus sévère encore. Le sociologue de la KULeuven s'interroge d'abord sur l'effet de mode qui consiste aujourd'hui à vouloir à tout prix évacuer les dualismes et les oppositions pour chercher d'improbables troisièmes voies consensuelles. Il critique vertement une démarche de dépassement prenant appui sur un paradigme (étiologique) qui *n'a plus aucune validité* et auquel Pires lui-même, dont tout le vocabulaire trahit la perspective interactionniste ou constructiviste, ne croirait pas vraiment. Pour Van Ostrive, il faut clairement renoncer à l'idée que le crime est à la fois un comportement (il n'y a pas de typicité comportementale) et une question de définition. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de *substrat réel, une certaine réalité*, liée à un certain comportement derrière la construction juridique du crime. L'approche constructiviste ne nie aucunement cela tout comme elle ne nie pas qu'une analyse de situations-problèmes soit utile. Mais la question est de savoir si ce type de recherche sur les comportements est du ressort de la criminologie. Pour Van Ostrive, la réponse est, semble-t-il, négative même si l'auteur reste prudent dans sa formulation :

Néanmoins, il est possible qu'une approche étiologique puisse être appliquée à l'étude de certaines formes de comportement humain, soit le comportement violent, d'autres formes de comportements dommageables, la conduite dangereuse, les dommages à la propriété, l'usage des drogues, etc. Cependant, ces catégories seront beaucoup plus larges que celles de type judiciaire, et l'on peut se demander si ces études appartiennent encore au domaine de la criminologie. Quoi qu'il en soit, une approche complètement différente pour l'étude du soi-disant comportement criminel est possible. Au lieu des caractéristiques psychologiques et sociales du "criminel", on doit analyser la situation psycho-sociale-économique des personnes, aussi bien que la source de leurs besoins psychologiques, économiques et sociaux (Van Oustrive, 1989, cité par Pires, 1995b, 299). Autrement dit, rien n'empêche d'étudier différents types de comportement, mais il n'y a aucun intérêt à faire entrer ce genre de recherche dans l'orbite du champ criminologique, ce qui risquerait vite d'essentialiser ces comportements comme crimes et de réifier leurs auteurs comme criminels. Ainsi, une recherche sur la violence dans le rugby, que cite Pires comme exemple de recherche criminologique, *n'était pas voulue comme située dans le champ criminologique...*, elle n'a rien à faire avec l'analyse du crime et du système pénal, n'appartient pas au champ considéré et ne doit pas y entrer (Van Oustrive, 1995, 282). De même, quitte à vouloir étudier des relations causales entre certains facteurs et un phénomène comportemental qualifié de crime, mieux vaut privilégier d'autres approches, comme la sociologie du travail par exemple (Van Oustrive, 1995, 285).

Dans sa réponse aux objections qui lui sont faites, Pires soulève que le problème se déplace. La question ne serait plus tant de savoir si on peut expliquer ou non des comportements-problèmes, mais bien de savoir *si ces formes d'explication relèvent ou non de la criminologie*. Et de soulever le paradoxe suivant : *tout se passe comme si le sociologue, le psychologue, l'économiste, etc., peuvent expliquer les comportements de violence et de prédation, sauf le criminologue (et peut-être aussi le sociologue de la déviance)*, parce que ce dernier serait en quelque sorte obligé *d'étudier les comportements comme crimes* (Pires, 1995b, 299). La crainte qui s'exprime à travers les positions de Robert et de Van Oustrive, (mais aussi de Debuyst ?), est donc en fait que le criminologue, dont l'activité de connaissance est définie par l'étiquette *étude de ce qui se passe dans le champ pénal*, soit par définition incapable d'étudier un comportement sans que l'effet de cette démarche ne soit de le criminaliser ou de lui donner, même à son corps défendant, le statut de crime. D'où le souci de Robert de réaffirmer la nécessité de se concentrer uniquement sur le processus de création et d'application de la loi pénale, celui de Van Oustrive d'envisager éventuellement l'étude de situations-problèmes, mais en dehors de la criminologie (ce qui revient, au fond, à peu près au même), voire l'idée de Debuyst de dépénaliser certaines questions justifiant une approche clinique.

La crainte est, à mon sens, loin d'être absurde. Elle rejoint des analyses qui ont pu être faites ailleurs sur l'extension du vocabulaire criminologique à différents types de problèmes (en matière d'exclusion sociale depuis plusieurs années, d'incivilités et de troubles de comportements plus récemment), avec un constat : dès lors qu'un regard criminologique s'empare de ces problèmes, il leur donne, qu'il le veuille ou non, une dimension pénale qui se substitue régulièrement à d'autres lectures possibles des situations problèmes concernées. La criminologie n'est pas, tant s'en faut, un discours axiologiquement neutre. Dès lors qu'elle s'intéresse à divers *comportements* ou qu'elle est mobilisée de l'extérieur dans son lexique pour les étudier (prévention, contrôle), elle tend bien, comme le souligne implicitement Van Oustrive, à leur appliquer de manière monolithique la grille de lecture pénale, contribuant à une criminalisation de problèmes qui sont aussi normatifs, politiques, culturels et sociaux. Ceci se fait, *de facto*, au prix d'une réification ou resubstantialisation du crime, d'une

individualisation de la déviance et d'une négation des processus de construction normatifs et sociaux à l'oeuvre derrière les catégories mobilisées (Mary, 2001).

Le retour du refoulé scientifique en santé mentale : des classes dangereuses aux classes maternelles dangereuses ou le trouble précoce de comportement comme nouvel objet d'études

En septembre 2005, le service d'expertise collective de l'INSERM publie en France un rapport sur les *troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent* (INSERM, 2005). Ce rapport préconise de dépister au plus tôt (dès 36 mois) divers *troubles de conduite* dont l'*héritabilité génétique* n'est pas exclue, laissant augurer, plus tard, l'inscription dans une carrière délinquante de *sujets à risques*. D'inspiration cognitivo-comportementale, l'expertise de l'INSERM propose des tests précoces et des remèdes adaptatifs pour ensuite, en cas de maintien des troubles, recourir à des médications diverses dès six ans (médicaments, psychostimulants, thymorégulateurs) au nom d'un argument d'apparent bon sens : pour juguler le risque de parcours en dérive, mieux vaut prévenir et plus tôt l'on prévient, plus on a de chance d'être efficace. Ce rapport soulèvera un tollé dans le champ des praticiens de la santé mentale, mais aussi au-delà, débouchant notamment sur une pétition signée par environ 200 000 personnes inquiètes devant le glissement sécuritaire de la santé mentale qu'incarne cette mise en acte d'un principe de prévention passant par la détection et le dépistage prédictif de conduites à risques (INSERM, 2006, 13-16).

Cette initiative de l'INSERM, qui légitime de manière forte le trouble de conduite comme objet d'études en tant que – même si pas seulement - facteur prédictif de risque criminogène, n'est pas isolée¹² : elle s'inscrit dans une tendance croissante à concevoir la déviance comme un trouble de comportement, évaluable à l'aide des multiples grilles du *Diagnostic and statistical manual of Mental Disorders* (mieux connus sous le nom de DSM) et qui pense son contrôle à travers le principe d'une *Prevention through early detection* (Vettenburg, 2003). Les critiques que suscitera le rapport de l'INSERM seront de multiples ordres. Outre un certain nombre d'erreurs méthodologiques (Mucchielli, 2006), on relèvera le mépris pour le champ professionnel d'une expertise construite par le haut et en total décalage avec le savoir profane des professionnels de terrain ; un regard purement mono-disciplinaire porté par des scientifiques issus d'un même courant, médicalisant des problématiques de santé mentale dont les ressorts sont pourtant également économiques, culturels et sociaux (Ehrenberg, 2006) ; une biologisation du *trouble de conduite* ou du *comportement antisocial* débouchant sur une déviance programmée et une ontologisation potentielle du déviant, selon une logique qui rappelle à certains égards le darwinisme social importé dans le champ de la déviance par C. Lombroso et ses thèses sur le *criminel-né* à la fin du XIX^e siècle ; une réification en miroir assez stupéfiante de concepts – *déviance, comportement antisocial* - et de normes (sociales et pénales) dont le statut de construction sociale n'est aucunement envisagé ; au mieux un désintérêt, au pire une incitation à l'instrumentalisation d'un discours médical érigé en grille de lecture scientifique unique d'un phénomène qui touche pourtant à la subjectivité, à des fins politiques sécuritaires et dans une association douteuse entre médicalisation et criminalisation ; derrière l'idéal du dépistage et le souci de prévention de la déviance, l'enfermement programmé et stigmatisant d'enfants dans un rôle figé, susceptible d'enclencher un processus

¹² Dans le journal *Libération* du 30 mai 2007, le psychiatre R. Horowitz répondait de manière critique à une initiative de la Fondation MGEN - Mutuelle générale de l'Éducation nationale - en France, qui diffusait dans les écoles parisiennes une *enquête psychosociale* visant à *cerner les facteurs d'amélioration et de détérioration de la santé physique et mentale* des élèves choisis, dans une perspective identique de détection précoce de troubles psychopathologiques ou déviants.

d'identification au rôle et une entrée effective dans une *carrière délinquante* en lieu et place de l'idéal d'une *prévention prévenante* cherchant à repérer la souffrance psychique qui s'exprime derrière un comportement jugé pathologique¹³.

Si on resitue cette initiative dans le cadre du débat lancé par Pires, on est incontestablement plus proche du paradigme du passage à l'acte que de celui de la réaction sociale, dont les principaux acquis constructivistes sont ici totalement ignorés ou refoulés. La question devient alors de savoir comment les scientifiques de l'INSERM ont pu produire, sans doute en toute bonne foi, une telle analyse qui, pour le criminologue, s'apparente à une régression épistémologique considérable. J'y vois deux explications majeures : la première est l'approche *purement monodisciplinaire* des experts, qui témoigne d'une confusion entre le point de vue médical et le point de vue de santé publique, comme si l'on pouvait traiter les pathologies mentales en dehors de la question du lien social. Or, comme le souligne A. Ehrenberg, en cette matière, *la thérapeutique n'est qu'un aspect d'un problème qui doit être abordé dans une perspective globale parce que s'entremêlent bien souvent des handicaps multiples de pauvreté et de problèmes familiaux* (Ehrenberg, 2006, 101). Qu'il y ait de multiples facettes interconnectées aux *troubles* dont il est question, que ceux-ci renvoient autant à des facteurs sociaux et institutionnels qu'à des dimensions organiques et psychologiques, c'est ce qui échappe complètement aux auteurs, enfermés dans les cadres autoréférentiels de la littérature scientifique de leur domaine. Ceux-ci considèrent avoir fait œuvre scientifique *en compilant une littérature scientifique internationale, en faisant la synthèse de différentes variables, et en approchant les problèmes dans une perspective multifactorielle (environnement, gènes, mécanismes neurobiologiques, etc.)* (*Ibid.*, 92), sans tenir aucun compte des contextes institutionnels et sociaux qui donnent sens au phénomène observé. Le « fait social » est ici réduit à un fait biologique ou fait de nature qui peut se traiter sur le modèle du laboratoire, *à environnement stable et constant*, comme si toutes les variables environnementales étaient neutralisées et que l'on pouvait répondre à la souffrance et la maladie en dehors du lien social (Ehrenberg, 2006, 92).

La deuxième explication renvoie au *paradigme scientifique mobilisé*, qui s'inscrit clairement dans une perspective continuitiste entre sciences exactes et sciences humaines que revendique le courant cognitivo-comportementaliste en psychologie (Cartuyvels, 2006). À l'opposé d'une tradition herméneutique en sciences humaines, à laquelle se raccroche implicitement le regard constructiviste de la réaction sociale, l'ambition déployée ici est celle des sciences dures, soit poser un regard neutre et objectif sur le réel observé, grâce à la mobilisation d'un système-expert autonome, avec ses protocoles et références internes, à l'écart de tout jugement de valeurs. De là, note encore A. Ehrenberg, l'étonnement des scientifiques de l'INSERM devant la réaction que suscite leur rapport, eux qui considèrent simplement avoir fait leur travail de contribution scientifique objective, sans réaliser qu'*à partir du moment où la science intervient sur les questions de société, elle se trouve automatiquement prise dans les conflits que ces questions occasionnent toujours* (Ehrenberg, 2006, 90), parce qu'il s'agit de faits sociaux qui sont aussi nécessairement des *faits de valeurs* ou porteurs de sens. On ne peut d'ailleurs qu'être surpris que ce fait fondamental échappe à des chercheurs qui posent eux-mêmes leur objet d'étude (les troubles de conduite) en rapport avec l'atteinte aux normes sociales, *faits de valeurs* s'il en est. Cet objectivisme forcé, dans un champ où il est structurellement intenable, peut alors déboucher sur une vision purement instrumentale de la science conçue comme outil de savoir technique, mis au service d'actions dont la finalité ou le sens n'a pas à être interrogé : ce serait en effet réintroduire dans la démarche scientifique un

¹³ Voyez les différentes contributions dans INSERM, 2006.

subjectivisme qu'une certaine tradition positiviste tend précisément à évacuer. C'est ce que soulignait déjà G. Ganguilhem, à propos du behaviorisme, dans un texte très dur mais singulièrement prémonitoire, datant de 1958 (Ganguilhem, 1968, 92) :

ce qui caractérise, selon nous, cette psychologie des comportements, par rapport aux autres types d'études psychologiques, c'est son incapacité constitutionnelle à saisir et à exhiber dans la clarté son projet instaurateur... Ces psychologues oublient totalement de situer leur comportement spécifique par rapport aux circonstances historiques et aux milieux sociaux dans lesquels ils sont amenés à proposer leurs méthodes techniques et à faire accepter leurs services. Le psychologue ne veut être qu'un instrument, sans chercher à savoir de qui ou de quoi il sera l'instrument... Le psychologue contemporain est, le plus souvent, un praticien professionnel dont la « science » est tout entière inspirée par la recherche de « lois » de l'adaptation à un milieu socio-technique.

Conclusion

On a régulièrement évoqué, dans le champ pénal, un principe de *circularité des politiques criminelles*. Par analogie, on peut se demander si nous ne sommes pas confrontés à une forme de circularité de la pensée dans le domaine de la déviance. De la criminologie du passage à l'acte à la criminologie de la réaction sociale, aller et retour ? Le succès actuel d'un imaginaire de la déviance ramenant, sous des formes adaptées à l'époque, les intuitions substantialisantes et ontologisantes de la criminologie de la fin du XIX^e – dont il faut rappeler qu'elles trouvent également appui dans les travaux des psychiatres de l'époque - est interpellant. Ici encore, on peut se demander pourquoi le succès politique dont bénéficie ce type de démarche et le paradigme scientifique qui le sous-tend. Plus que des raisons liées aux avancées de la connaissance, c'est sans doute la congruence d'un certain type de discours avec les attentes d'une époque qui explique son succès. Si cela a pu jouer en faveur d'une approche constructiviste il y a 40 ans, cela fait le lit d'une forme de scientisme simplificateur aujourd'hui.

D'une part, les années 2000 ne sont plus les années 1960 ou 1970, époque des Trente Glorieuses marquée encore par l'optimisme d'un projet politique et social prométhéen et, sur le plan du savoir, par l'acceptation d'un constructivisme faible ou fort, dont le principe de relativité apparaissait comme fécond sur le plan heuristique. Aujourd'hui, dans un monde dominé par le risque et l'insécurité, la complexité et l'incertitude, la relativité du savoir, assumée par les uns, est régulièrement associée au relativisme et perçue comme source de confusion et de désordre par les autres. Resurgit en écho la fascination pour une super-langue, *langue sacrée assurant une communication transparente et sans reste*, langue parfaite, *sorte de code universel nous rendant à nouveau l'accès à la vérité des choses* (Ost, 2007, 2 et 13). L'imaginaire du DSM, avec son idéal d'homogénéisation et de catégorisation en réponse au flou des diagnostics et au désordre qui en découlait dans le discours psychiatrique (Ehrenberg, Lovell, 2001), le rêve d'une possible maîtrise prédictive des trajectoires déviantes grâce à la science médicale ou à une psychologie scientifique, ainsi que la promotion d'un savoir technique, souvent articulé aux chiffres comme rempart de vérité ultime, répond sans doute assez bien à cette attente d'ordre et de sécurité.

D'autre part, le succès du principe managérial dans la vie publique tend à privilégier une rationalité fonctionnelle qui, dans le champ des pathologies et des déviances, disqualifie une démarche axée sur l'interprétation du sens d'un acte au profit de la gestion-contrôle de la

chose elle-même (Garland, 2001). Ceci encourage le développement d'une science technicienne, mandatée surtout pour assurer le bon fonctionnement du système, la gestion efficace des populations et l'adaptation des individus aux cadres du projet social. Le sujet naturel ou neuronal de la science, caractérisé par des troubles et des dysfonctionnements que l'on peut orienter et canaliser, est plus conforme à ce projet utilitariste qu'un sujet responsable dont l'acte devrait être interrogé, tout comme le jeu des interactions sociales au cœur duquel il prend son sens. C'est ce que soulignait récemment dans un article du journal *Le Monde* (18 avril 2007), J. Testart, directeur de recherche à l'INSERM, très critique à l'égard de *l'eugénisme rampant* repérable derrière la recherche de ses collègues. Pour Testart, le succès politique de la démarche auprès d'un Sarkozy ne traduit pas nécessairement une forme de darwinisme social, une volonté d'éliminer, au terme d'un jugement moral, des « ratés de la civilisation » à la manière d'un Lombroso à la fin du XIX^e siècle. Elle sert plutôt les intérêts d'un projet viscéralement ultra-libéral, en permettant, grâce au dépistage précoce de troubles de conduites susceptibles de préfigurer des conduites déviantes, de trier et de sérier des individus en fonction de handicaps potentiellement génétiques ou de dysfonctionnements innés, pour mieux les inscrire à leur place dans un système d'économie de marché qui cherche à optimiser son fonctionnement reproducteur. Ce qui est en jeu, soulignait Testart, est bien moins la gestion d'un risque moral que celle d'un *risque économique* (Testart, 2007).

Le recentrage actuel de l'objet sur des pathologies ou sur des comportements déviants présentés comme trouble objectif de comportement apporte un éclairage supplémentaire au débat initié par A. P. Pires il y a quinze ans. Il me semble donner assez largement raison à la méfiance exprimée par Ph. Robert et L. Van Ostrive à l'époque. Aujourd'hui, ce retour sur le comportement fait bien signe vers une personnalité pathologique de même qu'il disqualifie ou élimine comme superflu la réflexion sur les normes et les acteurs de la réaction sociale comme si les deux objets étaient bien mutuellement exclusifs. Par ailleurs, la démarche se présente comme foncièrement a-critique, ce qui n'est pas neutre sur le plan politique : comme le soulignait G. Ganguilhem, (à propos de la psychologie behavioriste), une démarche scientifique qui ne s'interroge pas sur le contexte social dans lequel elle s'inscrit aurait plutôt tendance à orienter science et sujet vers *la Préfecture de Police* (Ganguilhem, 1968, 379). Dans le champ politiquement sensible de la déviance, l'écart entre le paradigme du passage à l'acte (sous sa forme ancienne et sous sa forme renouvelée) et le paradigme de la réaction sociale passe sans doute aussi par là : entre une criminologie réflexive et critique qui assume, à travers le choix de ses objets, sa fonction politique de contestation et de relais des sans-voix et une criminologie neutre qui, à travers un apparent non-choix, s'érige en technologie sociale au service d'un monde aujourd'hui dominé par le Marché.

Yves Cartuyvels
Facultés universitaires Saint-Louis
43, boulevard du Jardin Botanique
B - 1000 - Bruxelles
cartuyvels@fusl.ac.be

BIBLIOGRAPHIE

BECKER H. S., 1963, *Outsiders. Studies in the sociology of Deviance*, New York, London, The Free Press, McMillan.

BERNARDI A., 2007, Le droit pénal, bouclier ou épée des différences culturelles ?, in CARTUYVELS Y., DUMONT H., OST Fr., van de KERCHOVE M., VAN

DROOGHENBROECK S., *Les droits de l'homme, bouclier ou épée du droit pénal ?*, Bruxelles, Bruylant- FUSL, 497-550.

CARTUYVELS Y., 2004, Star Academy : un (non) objet pour la criminologie ?, in CARTUYVELS Y. (dir.), *Star Academy : Un objet pour les sciences humaines ?*, Bruxelles, FUSL, pp. 91-118.

CARTUYVELS Y., 2006, Le Livre noir de la psychanalyse : guerre des psy ou enjeu de société ?, in MILLER J. A. (dir.), *L'anti-Livre noir de la psychanalyse*, Paris, Seuil, 153-185 ; publié également in *Psychologie clinique*, 20, 216-223.

COLLECTIF, 1990, *Acteur social et délinquance. Hommage à Christian Debuyst*, Liège-Bruxelles, Mardaga ed.

DEBUYST Ch., 1983, Passage à l'acte, comportements et situations problématiques, *Bulletin de Psychologie*, 359, 273-278.

DEBUYST Ch., 1989, Perspectives cliniques en criminologie. Le choix d'une orientation, *Revue internationale de police technique*, 4, 256-275.

DEBUYST C., 1990, Pour introduire une histoire de la criminologie : les problématiques de départ, *Déviance et Société*, 4, 347-376.

DEBUYST C., 1995a, Les savoirs diffus et pré-scientifiques sur les situations-problèmes au XVIII^e siècle, in DEBUYST C, DIGNEFFE F., LABADIE J.M., PIRES A.P., *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. T.1. Des savoirs diffus à la notion de criminel-né*, Bruxelles, Ottawa, Montréal, DeBoeck-Université, PUO, PUM, 71-135.

DEBUYST Ch., 1995b, Qui récupère qui ?, *Déviance et Société*, 3, 257-265.

DIGNEFFE F., 1995, Problèmes sociaux et représentations du crime et du criminel. De Howard (1777) à Engels (1845), in DEBUYST C, DIGNEFFE F., LABADIE J.M., PIRES A.P., *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. T.1. Des savoirs diffus à la notion de criminel-né*, Bruxelles, Ottawa, Montréal, DeBoeck-Université, PUO, PUM, 139-212.

DURKHEIM É., 1973, *De la division du travail social*, Paris, PUF.

EHRENBERG A., 2006, Malaise dans l'évaluation de la santé mentale, *Esprit*, mai, 89-103.

EHRENBERG A., LOVELL A.M., 2001, Pourquoi avons-nous besoin d'une réflexion sur la psychiatrie ?, in EHRENBERG A., LOVELL A.M., *La maladie mentale en mutation*, Paris, O. Jacob, 9-39.

FERRI E., 1881, *Sociologia Criminale*, Torino, Utet.

GANGUILHEM G., 1968, Psychologie, in *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 365-380.

- GARLAND D., 1985, The Criminal and his science. A critical account of the Formation of Criminology at the End of the Nineteenth Century, *British Journal of Criminology*, 2, 109-137.
- GARLAND D., 2001, *The Culture of Control. Crime and Social order in Contemporary Society*, Chicago, The University Press.
- GAROFALO R., 1885, *Criminologia*, Torino, Bocca.
- GAROFALO R., 1905, *Criminologie*, Paris, Alcan.
- GASSIN R., 1988, *Criminologie*, Paris, Dalloz.
- GASSIN R., 1994, *Criminologie*, Paris, Dalloz, 3^e éd.
- HOUCHON G., 1963, Méthodologie criminologique et travail d'équipe interdisciplinaire, *Revue internationale de politique criminelle*, 37-46.
- HOUCHON G., 1975, Applied aspects of interdisciplinarity in criminology, in *Criminologie als interdisciplinaire menswetenschap*, Criminologische monografieën, n°15, School voor criminologie (KUL), Leuven, 74-88.
- HULSMAN L., 1986, Critical Criminology and the Concept of Crime, *Contemporary Crises*, 1, 63-80.
- INSERM, 2005, *Les troubles des conduites chez l'enfant et l'adolescent*, Paris, Éditions de l'INSERM.
- INSERM, 2006, *Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans*, Toulouse, Érès.
- KARLI P., 1994, Du "criminel-né" au "chromosome du crime", *Science et justice. Les savants, l'ordre et la loi, Autrement, série Mutations/Sciences en sociétés*, 145, 80-94.
- LABADIE J.-M., 1979, Limites et chances d'une réflexion psychanalytique en criminologie, *Déviance et Société*, 4, 301-322.
- LEA J., YOUNG J., 1984, *What is to be done about law and order*, Harmondsworth, Penguin Books.
- LÉVY R., ROBERT Ph., 1984, Le sociologue et l'histoire pénale, *Annales ESC*, 2, 400-422.
- LOMBROSO C. , 1876, *L'uomo delinquente*, Torino, Bocca.
- MARY Ph., 2001, Pénalité et gestion des risques : vers une justice "actuarielle" en Europe ?, *Déviance et Société*, 1, 33-51.
- MANOUVRIER L., 1892, Questions préalables dans l'étude comparative des criminels et des honnêtes gens, réed. *Déviance et Société*, 1986, 3, 209-222.

- MUCCHIELLI L., 2006, Analyse de la délinquance et conception de la personne humaine. Ce que révèle en creux le rapport de l'INSERM, *in* INSERM, *Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans*, Toulouse, Érès, 171-185.
- OST F., van de KERCHOVE M., 2002, *De la pyramide au réseau ? Pour une théorie dialectique du droit*, Bruxelles, FUSL.
- Ost Fr., 2007, *Les détours de Babel. La traduction comme paradigme*, Bruxelles, FUSL, inédit.
- PINATEL J., 1953, Criminologie et psychanalyse, *Revue française de psychanalyse*, 281-300.
- PINATEL J., 1963, Les orientations psychologiques récentes en criminologie, *Revue de Sciences Criminelles*, 1, 377-387.
- PINATEL J., 1968, Synthèse criminologique, *in* SZABO D. (dir.), *Criminologie en action : bilan de la criminologie contemporaine dans ses grands domaines d'application*, Montréal, Les Presses de l'Université, 135-171.
- PINATEL J., 1975, L'intégration des recherches biologiques et sociologiques en criminologie, *Revue de Sciences Criminelles*, 450-456.
- PINATEL J., 1980, Perspectives d'avenir de la criminologie, *in* COLLECTIF, *La criminologie, bilan et perspectives. Mélanges offerts à J. Pinatel*, Paris, Pedone, 261-270.
- PIRES A.P., 1993, La criminologie et ses objets paradoxaux : réflexions épistémologiques sur un nouveau paradigme, *Déviance et Société*, 2, 129-161.
- PIRES A.P., 1995a, La criminologie d'hier et d'aujourd'hui, *in* DEBUYST C, DIGNEFFE F., LABADIE J.M., PIRE A.P., *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. T.1. Des savoirs diffus à la notion de criminel-né*, Bruxelles, Ottawa, Montréal, DeBoeck-Université, PUO, PUM, 13-67.
- PIRES A.P., 1995b, À propos des objets en criminologie, quelques réponses, *Déviance et Société*, n°3, 291-304.
- PIRES A.P., DIGNEFFE Fr., 1992, Vers un paradigme des inter-relations sociales ? Pour une reconstruction du champ criminologique, *Criminologie*, 2, 13-47.
- PRINS A., 1986, *La défense sociale et les transformations du droit pénal*, Bruxelles, Mish et Thron, 1910, repr. Genève, Médecine et Hygiène.
- QUINNEY R., 1970, *The Social Reality of Crime*, Boston, Little, Brown.
- ROBERT Ph., 1973, La sociologie entre une criminologie du passage à l'acte et une criminologie de la réaction sociale, *L'Année Sociologique*, 441-504.
- ROBERT Ph., 1984, *La question pénale*, Genève, Droz.

ROBERT Ph., 1993, “Criminologie”, in ARNAUD A.J. (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, LGDJ, 126-129.

ROBERT Ph., 1990, L'utilisation du concept d'acteur social dans l'étude du crime, in COLLECTIF, *Acteur social et délinquance. Hommage à Christian Debuyst*, Liège-Bruxelles, Mardaga éd., 107-129.

ROBERT Ph., 1995, Paradigme ou stratégie : Pires et la conception du crime, *Déviance et Société*, 3, 267-278.

TAYLOR I, WALTON P., YOUNG J., 1973, *The New Criminology*, London, Routledge & Kegan Paul.

TARDE G., 1890, *La philosophie pénale*, Paris, Storck et Maloine.

TESTART J., 2007, L'eugénisme au service du libéralisme, *Le Monde*, 18 avril 2007

TULKENS Fr., van de KERCHOVE M., 2005, *Introduction au droit pénal. Aspects juridiques et criminologiques*, Bruxelles, Story-Scientia, 6^e éd.

SELLIN T., 1984, *Conflits de culture et criminalité*, Paris, Pédone (1938).

SUTHERLAND E.H., 1924, *Criminology*, Philadelphia & London, J.B. Lippincott Co.

VAN OTRIVE L., 1973, Stigmatisation : un prolongement de l'analyse criminologique ?, *Revue de droit pénal et de Criminologie*, 4, 363-384.

VAN OTRIVE L., 1977, Interactionnisme et néo-marxisme. Une analyse critique, *Déviance et Société*, 3, 253- 289.

VAN OTRIVE L., 1986, The conditions for a new inter-disciplinarian approach in the field of criminology, Paper presented to the DFG Kolloquium, Die Zukunft der Kriminologie, Bremen, 1986 (inédit).

VAN OTRIVE, 1995, La criminologie et ses objets paradoxaux : la nouveauté doit se trouver ailleurs, *Déviance et Société*, 3, 279-289.

VETTENBURG N., 2003, Délinquance juvénile et prévention, in KAMINSKI D., GORIS P. , *Prévention et politique de sécurité arc-en-ciel. Actes de la journée d'études du 28 mars 2003*, 191-205.

Summary

Zusammenfassung

Den Anlass des 30. Geburtstages von *Déviance & Société* nimmt der Autor zu Anlass, auf eine starke epistemologische Debatte über das Objekt der Kriminologie zurückzukommen, die vor 15 Jahren von wichtigen Akteuren der Zeitschrift geführt worden ist. Diese Debatte drehte

sich um die Frage, ob es möglich sei, die Gegenüberstellung einer ontologisierenden Position krimineller Handlungen und einer Position, die sich am Ansatz der sozialen Reaktion orientiert, zu überwinden. Der Artikel schlägt hierzu einen Umweg über das Feld der psychischen Gesundheit vor; in diesem Feld zeigt sich heutzutage sehr deutlich eine Tendenz der Resubstantialisierung von Devianz auf der Grundlage von frühen Risikomessungen für Verhalten um den Preis eines Zurückdrängens zentraler Prinzipien und Erkenntnisse einer Soziologie der sozialen Reaktion.